



PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON UNDOCUMENTED MIGRANTS

PICUM est une organisation non gouvernementale qui vise à promouvoir le respect des droits humains à l'égard des sans-papiers.



© Van Parys Media



©MRCI



© DWAG & Susan Gogan



© Van Parys Media

L'essentiel du travail de PICUM consiste à protéger les droits humains de ceux qu'un statut migratoire précaire expose à l'exploitation, aux abus, à la discrimination et à la violence.



À Bruxelles, des sans-papiers se réfugient dans une église.

Conçue par des organisations de terrain pour mobiliser la société civile en faveur des sans-papiers au niveau européen, PICUM plaide pour l'intégration des droits fondamentaux des sans-papiers au sein des politiques de gestion des migrations établies par l'UE et ses Etats membres.

PICUM cherche à protéger le droit à la dignité, à l'égalité et à la non-discrimination des sans-papiers à travers une sensibilisation accrue au problème du respect des droits de l'homme de ceux qui ne sont pas protégés par leur statut.

De nombreux instruments du droit international des droits de l'homme, ratifiés par les Etats membres de l'UE, établissent des droits humains applicables à tous, sans distinction fondée sur le statut. Pourtant, les lois et pratiques en vigueur au niveau national s'écartent souvent de ces obligations. À travers l'Europe, les sans-papiers n'ont pas accès aux services sociaux de base, disponibles dans les domaines de la santé, du logement, ou de l'éducation. De ce fait, ils sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

PICUM veut donner du poids aux activistes issus de la société civile en facilitant la mise en réseau de leur connaissance du terrain concernant les réalités auxquelles doivent faire face les sans-papiers, pour faire entendre leurs voix et leur expérience sur le terrain politique, où sont élaborés et mis en oeuvre les lois et les règlements régulant les migrations irrégulières.

PICUM fait un travail systématique de collecte et de diffusion des informations relatives aux violations des droits

fondamentaux des sans-papiers à travers l'Europe, et s'appuie sur les preuves rassemblées pour défendre la mise en place d'un système et de politiques migratoires plus équitables et mieux informés. PICUM plaide à la fois au niveau européen et au niveau international, pour que ce groupe particulièrement vulnérable bénéficie des services publics de base, et que les violations et abus commis à son encontre soient punis.

PICUM a défini ses grandes thématiques de travail en fonction des problèmes les plus pressants en matière de droits humains, rencontrés quotidiennement par les sans-papiers : l'accès à la santé et à l'éducation, à un logement décent et à des conditions de travail équitables.

PICUM est à la tête d'un réseau grandissant de plus de 200 organisations et individus, répartis à travers l'Europe et même au-delà des frontières européennes, qui se sont engagés à générer un changement durable en faveur des sans-papiers à travers l'information et l'implication des décideurs politiques.

Les Etats membres de l'Union européenne sont tenus d'adhérer à un ensemble de standards régionaux et internationaux des droits de l'homme. PICUM a été créée pour garantir le respect de ces obligations au sein des politiques de l'UE en matière de gestion des migrations.

Pour mener à bien sa mission, PICUM a développé les champs d'action suivants :

- **DOCUMENTATION ET DIFFUSION DE L'INFORMATION** pour une meilleure compréhension des problèmes liés à la protection des droits humains des sans-papiers.
- **SENSIBILISATION** à travers la conduite de projets de recherche substantiels, donnant lieu à des analyses approfondies permettant de mieux informer les décideurs politiques des conditions de vie et de travail des sans-papiers, et d'établir la nécessité urgente de protéger leurs droits fondamentaux.
- **RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES** pour consolider et soutenir le travail d'ONG et d'autres acteurs et lutter contre les discriminations pratiquées à l'égard des immigrés et reposant sur leur statut migratoire.
- **PLAIDOYER** pour que les problèmes et préoccupations relatifs à la situation des sans-papiers soient inscrits dans les débats de l'UE sur la justice, les droits de l'homme, les affaires sociales, l'emploi, la santé publique et l'éducation.
- **ACTION GLOBALE** pour faire entendre, au sein des débats internationaux sur les migrations et les droits de l'homme, la voix des experts de terrain qui travaillent avec les sans-papiers.

Les travailleurs immigrés sans-papiers sont employés à travers l'Union européenne, les Etats-Unis et plusieurs autres régions du globe, contribuant ainsi de manière considérable au développement économique de ces régions.





D'importants obstacles administratifs entravent l'accès des familles sans-papiers aux droits fondamentaux.

PICUM prône le respect des droits humains fondamentaux à l'égard des sans-papiers, conformément aux principes d'universalité et de non-discrimination.

- **LE DROIT À LA SANTE est un droit humain fondamental, qui donne lieu à la mise en oeuvre d'autres droits.** En Europe, de sérieux obstacles entravent l'accès des sans-papiers à la santé. Celui-ci doit donc être traité en priorité. Les nombreux obstacles administratifs et légaux qui bloquent l'accès aux informations concernant les droits des sans-papiers contribuent à la détérioration de leur état de santé physique et mentale.
- **LE DROIT À L'ÉDUCATION prône l'intégration et le développement social.** Les sans-papiers, comme leurs enfants, peuvent rencontrer des difficultés lorsqu'ils tentent d'accéder à l'éducation obligatoire ou à l'enseignement secondaire. Dans certains pays, l'accès aux écoles leur est refusé, et dans d'autres, les autorités peuvent utiliser le système éducatif pour détecter les familles sans-papiers.
- **LE DROIT À DES CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES: en Europe, l'exploitation continue des travailleurs sans-papiers porte une atteinte constante à ce droit.** Les sans-papiers travaillent souvent dans des conditions dangereuses et non hygiéniques. Beaucoup d'entre eux ne perçoivent pas de salaire ou reçoivent une somme inférieure à celle convenue. Souvent, ils sont licenciés sans préavis et n'obtiennent aucune indemnisation en cas d'accident du travail. Ainsi, les travailleurs sans-papiers sont fréquemment expulsés sans avoir pu réclamer le paiement de leur salaire.
- **LE DROIT AU LOGEMENT est un élément essentiel du droit à un niveau de vie décent.** De nombreux sans-papiers dont la situation salariale est instable, ou qui craignent les autorités, sont amenés à partager leur logement avec des membres de leur famille ou des amis, à sous-louer auprès du locataire officiel, ou à passer par le marché non officiel de l'immobilier pour louer un appartement. Pour eux, le prix du logement est élevé et les logements sont assez fréquemment surpeuplés. En général, les sans-papiers qui occupent un logement indécent ont peur de porter plainte, et dans de nombreux pays de l'UE, ils sont mal informés des procédures de soutien ou de réclamation ouvrant droit à réparation.



“Solidarité avec les sans-papiers” : à Bruxelles, un manifestant affiche publiquement son soutien aux immigrés qui, du fait de leur statut irrégulier, vivent souvent en marge de la société.

LA CRIMINALISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE est utilisée contre les organisations et individus qui soutiennent les sans-papiers. L'évolution récente des règles applicables au contrôle de l'immigration tend vers une criminalisation de l'aide sociale et humanitaire aux sans-papiers. Cette aide comprend notamment la distribution de nourriture, l'hébergement ou le fait de prodiguer des soins de santé aux sans-papiers. Le fait de pénaliser ainsi des individus et des organisations de la société civile, qui allègent la souffrance humaine et offrent à une minorité vulnérable et exclue un accès minimum au droit, est en soi risqué.

LES ENFANTS SANS PAPIERS, à la fois enfants, migrants et sans-papiers, sont de fait triplement vulnérables. Au sein de nombreux Etats membres, les politiques de contrôle de l'immigration empêchent l'accès des enfants sans-papiers aux droits sociaux fondamentaux. En Europe, ces enfants sont de plus en plus souvent placés en rétention, en violation évidente du droit international.

LES FEMMES SANS PAPIERS sont assujetties par les politiques de contrôle de l'immigration qui restreignent leur indépendance et les empêchent d'accéder aux droits fondamentaux. Les politiques d'immigration actuellement en vigueur peuvent avoir pour effet d'augmenter le risque encouru par les femmes immigrées de tomber dans l'irrégularité : les personnes dont le statut régulier dépend de la bonne volonté d'un employeur, d'un conjoint ou d'un partenaire sont souvent victimes d'un déséquilibre des pouvoirs. Les femmes en situation irrégulière qui contactent la police risquent d'être arrêtées ou expulsées. En Europe, les besoins des femmes sans-papiers en matière de santé sexuelle et reproductive sont largement ignorés, et l'occupation d'un emploi généralement associé au genre féminin accroît le risque d'abus et d'exploitation.

LA RÉGULARISATION ET UN MEILLEUR ACCÈS AUX VOIES LÉGALES de la migration font partie des solutions politiques envisageables face à la situation des sans-papiers. PICUM recommande la mise en place d'un système migratoire plus humain et l'adoption de politiques qui reconnaissent et protègent les droits des sans-papiers.

“Les chemins menant à l’irrégularité sont complexes et résultent souvent de politiques et de procédures arbitraires, sur lesquelles les migrants n’ont que très peu voire pas de pouvoir. Une fois qu’ils tombent dans l’irrégularité, les migrants sont exclus des services sociaux de base qui existent dans les domaines de la santé, du logement et de l’éducation, et grâce auxquels un niveau de vie décent peut être maintenu. Le renforcement du lien entre contrôle de l’immigration et dispensation des services sociaux signifie qu’un nombre croissant de sans-papiers est privé de ses droits.”

- Mlle. Michèle LeVoy, directrice de PICUM

Ceux qui soutiennent les objectifs de PICUM sont invités à rejoindre son réseau

Le statut de membre de PICUM comporte de nombreux avantages :

ACCÈS AUX RESSOURCES et SOUTIEN

- Abonnement à la Newsletter mensuelle de PICUM, qui paraît dans sept langues différentes.
- Accès à la partie du site Internet de PICUM réservée aux membres.
- Accès à l’expertise politique et de terrain de PICUM, et possibilité de mettre à contribution ses compétences lorsque votre organisation est confrontée à des questions difficiles.

RÉSEAU et ÉCHANGE D’INFORMATIONS

- PICUM encourage le partage d’informations et de solutions concrètes entre ses membres.
- Aide à l’identification et à la prise de contact avec d’autres organisations confrontées à des problèmes similaires au vôtre, dans d’autres régions du monde.
- Vous devenez membre du plus grand réseau européen pouvant se prévaloir de la qualité d’expert sur la question des sans-papiers.

GOVERNANCE

- Les membres participent à la gestion générale et à la planification à long terme des activités de PICUM, ainsi qu’à l’élection du Conseil lors de l’Assemblée Générale annuelle.
- PICUM offre à ses membres l’opportunité de contribuer à la définition de ses thématiques d’action, de ses plans d’action annuels et de ses plans à plus long terme.

RECONNAISSANCE

- Les membres de PICUM sont immédiatement identifiés comme des experts sur la question des droits humains des sans-papiers.
- Les projets conduits par PICUM mettent en avant le travail de ses membres et ceux-ci ont la priorité lorsqu’il s’agit d’établir un partenariat.
- PICUM invite fréquemment ses membres à représenter son réseau dans les sphères de décision nationales, européennes et internationales.

ÉVÈNEMENTS

- Les membres ont une priorité d’accès aux conférences et aux ateliers organisés par PICUM, et bénéficient de frais d’inscription réduits.
- Les membres sont invités à prendre part aux réunions stratégiques et de médiation que PICUM organise avec les décideurs politiques.
- Lors de chaque événement organisé par PICUM, une partie du temps est consacrée à l’échange de contacts et aux discussions entre membres du réseau, pour faciliter le partage d’expériences entre organisations.

Rendez-vous sur www.picum.org pour accéder à de nombreux éléments d’information sur les sans-papiers, vous abonner à la Newsletter mensuelle de PICUM, faire un don, ou pour vous inscrire et devenir membre de PICUM.